

*Canada—Zone dénucléarisée*

**M. Young:** Parlez donc de la motion.

**M. Bradley:** Monsieur le Président, pour ma part, je suis resté assis tranquillement et j'ai écouté attentivement mon honorable collègue.

**M. Young:** Mais j'ai parlé de la motion.

**M. Bradley:** A mon avis, il devrait avoir la même courtoisie à mon égard et me permettre de faire mon exposé.

**M. Young:** Au moins, j'ai parlé de la motion.

**M. Bradley:** Nous perdrons l'avantage d'un mécanisme de consultation sur lequel nous pourrions compter en temps de crise internationale. Nous perdrons l'avantage d'être membre de l'OTAN et de participer à ce titre aux négociations sur le contrôle des armements, notamment dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, ainsi qu'aux pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. En n'étant plus membre du groupe de planification nucléaire de l'OTAN, nous perdrons l'avantage de participer activement à la planification et aussi d'avoir accès aux renseignements que se partagent les membres de l'Alliance.

En terminant, je soutiens que si le Canada était privé des moyens d'action multilatéraux auxquels il a actuellement accès à titre de membre de l'Alliance, il n'arriverait certainement pas à faire autant sur la scène internationale. C'est pourtant ce qui nous attend si nous adoptons la politique du NPD. Notre Livre blanc publié récemment disait sans détour:

Le Canada n'a jamais été neutre. Nous avons toujours recherché la sécurité au sein d'une grande famille de nations avec lesquelles nous avons des affinités.

Compte tenu de notre position dans le monde, des valeurs et des traditions que les générations précédentes de Canadiens ont défendu avec ténacité, et de nos intérêts politiques et économiques, la neutralité serait pure hypocrisie de notre part.

Notre sécurité continuerait de reposer sur la dissuasion assurée par nos anciens alliés, sauf que nous ne participerions plus du tout au maintien de cette dissuasion et, surtout, nous n'aurions plus un mot à dire sur son orientation. Comme je l'ai dit tout à l'heure, il est possible que l'acceptation de cette motion aboutisse à la perte de l'espoir et de la foi que nous avons en notre sécurité collective.

Nous pourrions tourner le dos à notre obligation d'oeuvrer à l'instauration de l'ordre et de la stabilité mondiales. La technologie et la géographie ne nous permettraient cependant pas d'échapper aux conséquences de l'effondrement de cet ordre mondial.

[*Français*]

**M. Richard Grisé (Chambly):** Monsieur le Président, la motion du député de Beaches (M. Young) que nous avons à débattre aujourd'hui touche, bien sûr, une question fondamentale qui ne laisse aucun Canadien indifférent, soit celle du contrôle de la dissuasion nucléaire dans la défense et la sécurité du Canada, et le maintien de la paix. Je suis d'autant plus honoré, monsieur le Président, de pouvoir parler sur cette motion aujourd'hui que, comme on le sait le quartier-maître de la force mobile du Canada est installé sur la base militaire de Saint-Hubert, dans la circonscription de Chambly, que j'ai l'honneur de représenter. Je profite de l'occasion, monsieur le Président, pour souligner les efforts et l'excellent travail fait par tous les membres de l'installation, tous les membres de la force mobile au Canada.

Le Canada, monsieur le Président, ne possède pas d'armes nucléaires, bien sûr, et je dois rassurer la population immédiatement en disant qu'on n'a nullement l'intention de s'en procurer. Il est signataire des traités garantissant la non-prolifération et l'interdiction des essais nucléaires; en outre, contrairement à la majorité de ses alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, il n'entrepose ni ne déploie d'armes nucléaires sur son territoire. Au point de vue technique, le Canada est donc, aux termes de la motion, en temps de paix une «zone dénucléarisée».

Pourtant, il n'en demeure pas moins, bien sûr, par sa situation géographique, sous la menace du feu nucléaire qui dans un conflit entre les superpuissances ne reconnaîtrait pas, bien sûr, de neutralité et n'épargnerait personne.

Pour conjurer une telle menace il n'y a que deux moyens: le maintien des forces crédibles pour dissuader un agresseur éventuel et la négociation.

Les Canadiens savent, et je profite de l'occasion, monsieur le Président, pour mentionner «les Canadiens», je dis bien «les Canadiens» dans les vrais termes du mot, et non pas pour utiliser le terme souvent usé par les néo-démocrates et les libéraux quand ils parlent du terme de Canadien ordinaire. Monsieur le Président, dans le terme «ordinaire», Larousse dit: Qui ne dépasse pas le niveau commun, ou médiocre. C'est de cette façon-là, monsieur le Président, que les libéraux et les socialistes traitent notre population canadienne. Jamais, monsieur le Président, le parti conservateur n'a traité la population canadienne de Canadien commun, de Canadien médiocre, toute la population est fière, et le gouvernement conservateur est fier de la population canadienne, et jamais, monsieur le Président, nous n'oserons, nous, en tant que conservateurs, utiliser des termes si négatifs et si effrontés à l'endroit de notre population.

• (1750)

[*Traduction*]

Il n'y a pas de Canadiens ordinaires dans notre pays.

[*Français*]

Monsieur le Président, le système de dissuasion mutuelle est de nos jours efficace et stable. Il nous a assuré malgré les crises les plus aiguës plus de 40 années de paix, et le gouvernement croit qu'il doit continuer d'en être ainsi. Dans cette perspective, la priorité pour le gouvernement canadien n'est pas la création de zones dénucléarisées mais le maintien d'une zone de paix. Qui dans cette Chambre peut souhaiter—j'entendais tantôt le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) mentionner une troisième guerre mondiale—qui dans cette Chambre, qui dans ce gouvernement souhaite une troisième guerre sur cette planète? Jamais le gouvernement conservateur n'a mentionné ni jamais n'a pensé amener sur cette planète, plus particulièrement sur notre pays, notre continent, une troisième guerre mondiale, bien sûr.

Dans cet effort collectif, puisque nous comptons sur nos alliés et qu'ils comptent sur nous pour dissuader un adversaire éventuel, nous sommes en faveur du développement et du maintien de forces nucléaires dotées de toutes les chances de survie qu'exige un système de dissuasion efficace et crédible.